

Pièces détachées
auto :
Le logiciel qui
plombe les prix

l'étincelle

AG des actionnaires
de Renault :
Le mythe du
salarié-actionnaire

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 5 juin 2018

« Escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée ? »

L'exploit du jeune Mamoudou Gassama, qui a escaladé quatre étages d'une façade pour sauver un enfant, a fait le buzz. Macron l'a reçu, félicité et lui a promis une naturalisation. Tant mieux si cette promesse est tenue. Mais comme l'a dit un humoriste, on ne peut pas demander à chaque sans papiers d'obtenir un « CAP Fort Boyard » pour sa régularisation. Certains travaillent depuis plus de 10 ans dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage... Ils ont été bien plus utiles à la société que tous ces riches que le gouvernement bichonne. Faudra-t-il, comme le disaient le 2 juin des manifestants contre la loi Asile et Immigration, « escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée » ?

Une escalade de mensonges

En fait, Macron utilise Mamoudou Gassama pour se donner une image d'humanité, alors même que Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur, fait voter au Parlement une loi Asile et Immigration qui en est totalement dépourvue : elle double le temps de rétention administrative, généralise la possibilité de placer des enfants dans les centres de rétention, divise par deux le temps pour faire appel d'un refus de droit d'asile, codifie le délit de solidarité pour ceux qui aident les migrants...

Et Collomb, sans être jamais désavoué par Macron, multiplie les provocations verbales pour justifier sa politique répressive. Reprenant un mensonge cher au Front national, il déclare que « certaines régions sont submergées par le flux de demandeurs d'asile », alors que la France est l'un des pays d'Europe qui en accueille le moins. Puis il accuse les migrants de faire du « benchmarking », c'est-à-dire de choisir leur pays de destination en fonction de la législation de ce pays, et en déduit bien sûr qu'il faut durcir les lois contre les migrants.

Démantèlements policiers et centres de tri

Le quotidien de bien des migrants, c'est souvent la rue ou des camps de fortune faute de lieu d'hébergement... et les évacuations musclées (35 en 3 ans sur Paris). Ainsi, le 30 mai, 550 policiers ont évacué le camp de la porte de la Villette à Paris où se trouvaient un millier de migrants, pour la plupart Soudanais, Somaliens ou Érythréens, donc théoriquement éligibles au droit d'asile puisque leur pays est en guerre.

Ce lundi, la police a évacué de la même façon les migrants installés le long du canal Saint-Martin et Porte de la Chapelle à Paris. Ils vont être hébergés pendant quelques jours mais surtout vont être triés entre ceux qui peuvent demander l'asile en France (sans pour autant être sûrs d'être logés pendant les longs mois d'examen de leur demande) et les « dublinés », c'est-à-dire ceux qui ont été enregistrés dans un autre pays européen et ont vocation, selon les accords de Dublin, à être renvoyés vers ce pays. En 2017, 982 migrants ont ainsi été renvoyés vers l'Italie et 869 vers l'Allemagne, pays qui accueillent pourtant bien plus de migrants que la France.

Une démagogie meurtrière

De Hollande à Wauquiez en passant par Macron, on nous explique que la France doit choisir entre loger ses SDF ou héberger les migrants, entre s'occuper de « ses » pauvres ou accueillir les migrants, cette pauvreté qu'ils alimentent en réduisant les APL, en facilitant les licenciements et en supprimant des emplois dans les services publics. Ces gens-là font mine de s'apitoyer sur le sort des SDF pour justifier leur politique xénophobe.

Avec 121 200 demandes d'asile en 2017 (et moins de 36 000 acceptées), la France n'est pas menacée de « submersion ». La France a accordé 262 000 titres de séjour en 2017, une goutte d'eau pour un pays de 67 millions d'habitants.

La centaine de migrants qui se sont noyés ce week-end en tentant de rejoindre l'Italie à bord d'une embarcation de fortune, vient encore nous rappeler les conséquences meurtrières de la démagogie anti-immigrés et de la fermeture de nos frontières.

Logiciel truqueur : saison 2

Après le DieselGate, Mediapart vient de révéler que Renault et PSA utiliseraient un logiciel pour surfacturer leurs pièces détachées. Renault et PSA se seraient même coordonnés afin d'obtenir des hausses de prix similaires, pour un coût supplémentaire de 1,5 milliard d'euros pour les automobilistes en dix ans. Dès qu'il y a un scandale, on est sûr que Renault est dans le coup.

L'arnaqueur et la vache à lait

A partir des années 2000 selon Mediapart, les prix de certaines pièces détachées vendues par Renault et PSA ont été secrètement élevés de 15 % en moyenne grâce à Partneo, un logiciel fourni par Accenture. Ce logiciel calcule le tarif des pièces non plus en fonction de leur coût, mais de la « valeur perçue », c'est-à-dire du prix maximum que le client est psychologiquement prêt à payer. Exemple : le rétro des Clio III, qui coûte 10 € et était déjà revendu huit fois plus cher à 79 €, a vu son prix doubler à 165 € ! Partneo aurait rapporté à Renault 102 millions d'euros supplémentaires par an selon Accenture, directement prélevés dans la poche des consommateurs. Arnaque 2.0 : c'est donc ça, la transformation digitale dont rêve Renault !

Le gouvernement n'est pas aux pièces

La France est l'un des rares pays où les constructeurs automobiles ont le monopole de la vente des pièces détachées dites « visibles ». Alors que des associations combattaient cette « exception française », le ministre de l'économie Emmanuel Macron rejetait en 2015 un amendement destiné à abolir ce monopole, affirmant avoir « de la sympathie intellectuelle » pour l'idée, mais que « la situation économique de la filière » ne rendait pas « raisonnable son adoption ». PSA et Renault réalisent pourtant des profits record. En fait Macron est libéral quand il faut casser le code du travail ou le statut des cheminots, mais pour le monopole quand il s'agit de protéger les profits de ses amis du MEDEF.

Monologue social

Grâce aux ordonnances Macron sur le Code du Travail, la direction de Renault veut imposer son « nouveau dialogue social ». Aux prochaines élections professionnelles, un Comité Social et Economique (CSE) remplacera le Comité d'Entreprise (CE). Les Délégués du Personnel (DP) et les Comités Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) passeront à la moulinette patronale. Le but est de réduire le nombre de représentants du personnel et de reléguer ceux qui restent au rôle d'accompagnateur de sa politique. Un dialogue social qui tiendra du monologue si les salariés ne s'en mêlent pas.

Des intérêts opposés

Le 15 juin se tiendra l'Assemblée Générale des actionnaires de Renault, avec son lot de résolutions et de consignes de vote adressées par certains syndicats aux salariés-actionnaires. Comme si les intérêts des actionnaires n'étaient pas en complète opposition avec ceux des salariés. Exemple : pour faire monter l'action, les actionnaires imposent de produire plus avec moins de salariés, etc. Il reste le vote contestataire sur le salaire de Ghosn ou la hausse des dividendes, mais avec 2,3 % des actions (dont plus de la moitié pour les retraités), le vote des salariés est invisible. Pour se faire entendre, les salariés auraient dans leurs mains bien d'autres types d'action...

Actions de grâce

La direction de Renault prévoit de revendre 1,4 millions d'actions Renault aux salariés et anciens salariés du Groupe. C'est une des résolutions soumise au vote des actionnaires le 15 juin. Cela fait 0,4 % du capital de Renault. La revente devrait se faire de « manière préférentielle ». Ghosn, lui, en possède déjà 537 920, et devrait toucher en plus 80 000 actions gratuites cette année. Comme pour les augmentations de salaire, ce n'est pas encore le grand soir cette année pour les salariés-actionnaires.

Le règne de l'actionnaire-roi

Cette année, les actionnaires devront également voter pour le 4^{ème} (et peut-être dernier) mandat de Carlos Ghosn à la tête de Renault. Ce qui inquiète un certain nombre d'actionnaires qui doutent de la pérennité de l'Alliance après son départ, et réclament la fusion de Renault et de Nissan. Ghosn, qui n'est pas pressé d'être remplacé, leur a répondu que « tout est fait pour tranquilliser l'actionnaire ». En revanche, il n'est pas pressé de tranquilliser les salariés de Renault et de Nissan.

Sponsoring : les salariés sur le banc

Renault va sponsoriser à hauteur de plusieurs millions d'euros par an le PSG. Pendant ce temps, la direction rogne sur les moyens et les salaires, et répète que la marge opérationnelle est insuffisante.

Le carburant de la grève

Le Brésil, nouvel eldorado des constructeurs français, n'est pas de tout repos. La semaine dernière, Renault et Nissan ont dû fermer leurs sites brésiliens et annuler les missions vers le Brésil. La raison ? La grève des routiers contre la hausse des carburants, massivement soutenue par la population, et qui s'est étendue aux raffineries. Après avoir envoyé l'armée, le gouvernement a baissé le Diesel de 12 %, alors qu'il a augmenté de 200 % en deux ans. Pas sûr que Renault Brésil ait augmenté d'autant les salaires...